



Le coup de fil est intervenu le 1er mars 2020.

« J'ai mis la pression sur Paul Biya pour qu'il traite le sujet de la zone anglophone et de ses opposants. J'avais dit que je ne veux pas qu'on se voie à Lyon tant que Kamto n'est pas libéré [l'opposant, emprisonné de janvier à octobre 2019]. Il a été libéré parce qu'on a mis la pression. Là, la situation est en train de se dégrader. Je vais appeler la semaine prochaine le président Biya et on mettra le maximum de pression pour que cette situation cesse. Je suis totalement au courant et totalement impliqué sur les violences qui se passent au Cameroun et qui sont intolérables », répondait ainsi le président français Emmanuel Macron, interpellé au Salon de l'Agriculture à Paris samedi 22 mars par l'activiste camerounais Calibri Calibro, au sujet d'un prétendu génocide au Cameroun.

Chose promise, chose due.

À en croire l'AFP et Reuters, le Président Macron a appelé son homologue camerounais Paul Biya. C'était le 1er mars 2020.

Les deux chefs d'Etat, apprend-on, ont parlé de la crise meurtrière dans les régions Nord-Ouest et Sud-ouest, avec un accent particulier sur les deniers événements de Ngarbuh.

Ils se seraient « accordés sur la nécessité d'une enquête impartiale en réaction aux violences commises contre des populations civiles dans le village de Ngarbuh dans la province du Nord-Ouest », rapporte Reuters qui cite une source l'Elysée.

L'AFP pour sa part renseigne que les deux hommes ont « convenu de rester en contact sur le suivi des initiatives politiques issues du Grand Dialogue National, en particulier la mise en place d'un statut spécial pour les régions anglophones ».

Une marche de protestation avait été organisée le lundi 24 février devant l'ambassade de France au Cameroun. Les quelques centaines de participants brandissent côte à côte la souveraineté du Cameroun et le devoir de respect envers le chef de l'Etat. La presse proche du pouvoir rivalise de commentaires. « Président Macron un peu de tenue et de retenue, le Cameroun n'est pas une mairie française », titre Réalités. « Les dérapages d'un suprémaciste [sic] blanc nommé Macron », renchérit Essingan.